

Rétrospective en **droit pénal** | 2020

Quentin Cuendet

Janvier 2020 | Décembre 2020

TF, 17.12.2019, 6B_1232/2019

L'injure par voie de bulletins de versements

L'utilisation de neuf bulletins de versement comportant chacun une lettre du mot "*Arschloch*" constitue une injure et est donc punissable (SS). www.lawinside.ch/862/

TF, 26.11.2019, 1C_550/2019

L'absence de protection des données lors d'entraide pénale internationale

Le nouvel [art. 11f EIMP](#), qui prévoit les conditions de communication de données personnelles à un Etat tiers dans le cadre de l'entraide pénale internationale, ne revêt en réalité qu'une portée très restreinte (CH). www.lawinside.ch/866/

TF, 09.01.2020, 6B_922/2018

Coup de poing au visage, défense excessive excusable et lésions corporelles graves

Un état d'excitation ou de saisissement au sens de [l'art. 16 CP](#) est excusable lorsque l'auteur est surpris par une attaque totalement inattendue. La peur causée par l'attaque ne signifie pas nécessairement que l'on se trouve dans un tel état d'excitation ou de saisissement (CH). www.lawinside.ch/869/

ATF 146 IV 68

La prescription de la responsabilité pénale de l'entreprise (art. 102 CP)

L'[art. 102 CP](#) constitue une norme d'imputation et non une infraction sui generis. Le délai de prescription ne correspond ainsi pas à celui des contraventions ([art. 109 CP](#)) mais se détermine selon l'infraction de base (CH). www.lawinside.ch/873/

TPol Arr. Lausanne, 13.01.2020, PE19.000742 (non entré en force)

L'acquiescement des activistes du climat à Lausanne

Une manifestation contre le changement climatique peut constituer un état de nécessité licite nécessaire à préserver les intérêts privés d'individus exposés aux conséquences du réchauffement climatique (AN). www.lawinside.ch/875/

ATF 146 IV 126

L'enregistrement d'une conversation non publique

Une conversation est "non publique" au sens de [l'art. 179 ter CP](#) lorsque ses participants s'entretiennent dans l'attente légitime que leurs propos ne soient pas accessibles à tout un chacun (CH). www.lawinside.ch/895/

ATF 146 IV 23

Un like peut-il être pénal ?

Le fait de "liker" ou de repartager une publication sur un réseau social contenant une accusation ou un soupçon diffamatoire est constitutif de diffamation ([art. 173 ch. 1 al. 2 CP](#)) dès lors que la publication en question devient visible pour un tiers et que celui-ci l'a remarqué en raison du "like" ou du repartage de la publication (CH). www.lawinside.ch/904/

ATF 146 IV 114

La notion d'infanticide et l'influence de l'état puerpéral (art. 116 CP)

L'[art. 116 CP](#) présume de manière irréfutable (fiction) que la responsabilité de la mère est diminuée durant l'accouchement ainsi que durant un certain temps après, tant que dure l'état puerpéral. Il n'est en revanche pas nécessaire de démontrer l'influence de l'état puerpéral sur la commission de l'acte, la preuve à rapporter reposant uniquement sur la subsistance de cet état (MHS). www.lawinside.ch/906/

ATF 146 II 300

La caducité du permis de conduire à l'essai (art. 15a al. 4 LCR)

Selon l'[art. 15a al. 4 LCR](#), le permis de conduire à l'essai est caduc lorsque son titulaire commet une seconde infraction entraînant un retrait. La caducité du permis de conduire à l'essai peut être prononcée même si aucune décision de retrait n'a été prononcée à l'égard de la première infraction entraînant un retrait (TS). www.lawinside.ch/919/

ATF 146 IV 153

La protection de la liberté et de l'intégrité sexuelles des enfants

Lorsqu'un adulte entreprend des actes d'ordre sexuel avec une enfant de huit ans et demi, avec laquelle il se trouve dans une relation de confiance particulière, le tout dans un climat de secret, il crée une pression psychique et, partant, une situation de fait coercitive dans laquelle sa victime n'a pas d'issue. Il se rend ainsi coupable non seulement d'actes d'ordre sexuel avec des enfants ([art. 187 CP](#)) mais également de contrainte sexuelle ([art. 189 CP](#)) et, en l'espèce, de viol ([art. 190 CP](#)) (MC). www.lawinside.ch/922/

ATF 146 IV 49

La levée des mesures thérapeutiques institutionnelles applicables aux jeunes adultes

La durée maximale de la privation de liberté entraînée par l'exécution d'une mesure thérapeutique institutionnelle au sens de l'[art. 61 al. 4 CP](#) tient compte d'une éventuelle exécution anticipée de la mesure. La date du prononcé de l'exécution anticipée constitue le point de départ pour le calcul de cette durée (VF). www.lawinside.ch/946/

TF, 22.06.2020, 6B_247/2019

La violation de l'art. 47 LB par l'avocat produisant un document couvert par le secret bancaire

Le fait pour un avocat de produire un document non caviardé couvert par le secret bancaire dans le cadre d'une procédure civile constitue une violation de l'[art. 47 al. 1 let. c LB](#). L'avocat n'agit pas de manière licite au sens de l'[art. 14 CP](#) lorsque son acte viole les obligations découlant de l'[art. 12 let. a LLCA](#), notamment parce que la violation du secret bancaire n'était

pas objectivement nécessaire et qu'il n'a pas pris la peine de consulter l'entièreté du document. En toute hypothèse, c'est au tribunal de décider de la production d'une pièce couverte par le secret (QC). www.lawinside.ch/948/

TF, 18.08.2020, 6B_1319/2019*

La notion de gaz toxique au sens du Code pénal

Seuls les gaz créés par l'homme, présentant un danger particulièrement élevé et susceptibles d'être utilisés pour porter atteinte à des personnes ou des choses, à l'instar de gaz de combat, constituent des gaz toxiques au sens des [art. 224 s. CP](#). Le monoxyde de carbone émis par les brûleurs d'un gril ne répond pas à cette définition (EJG). www.lawinside.ch/959/

TF, 17.08.2020, 6B_40/2020*

L'exécution de la peine d'un parent élevant seul ses enfants

Le droit suisse n'est pas lacunaire s'agissant des formes alternatives d'exécution des peines. Le parent qui élève seul ses enfants doit néanmoins tolérer l'exécution d'une peine privative de liberté (QC). www.lawinside.ch/968/

TF, 25.09.2020, 6B_1452/2019*

La punissabilité du délit de fuite par négligence

Un automobiliste qui n'a, par sa faute, pas remarqué sa collision latérale avec un motocycliste et ainsi continué sa course – sans porter secours ni avertir la police – se rend coupable d'un délit de fuite ([art. 51 al. 2 LCR cum art. 92 al. 2 LCR](#)) par négligence. Le Tribunal fédéral confirme sa jurisprudence, selon laquelle le délit de fuite peut être commis par négligence (MHS). www.lawinside.ch/981/

TC VD, 24.09.2020, Jug 2020/333/371

La condamnation en appel des activistes du climat à Lausanne

Une manifestation pour la protection du climat organisée dans les locaux d'une banque constitue une violation de domicile qui ne peut être justifiée ni par un état de nécessité licite, ni par la sauvegarde d'intérêts légitimes.

Les activistes qui demeurent sur les lieux de la manifestation malgré les injonctions de la Police de s'éloigner se rendent par ailleurs coupables d'empêchement d'accomplir un acte officiel au sens de l'[art. 286 CP](#) (MC). www.lawinside.ch/987/

TF, 30.06.2020, 6B_1162/2019*

L'invocation de l'état de nécessité (art. 17 CP) en cas d'assistance à l'entrée illégale en Suisse (art. 116 LEI)

Le Tribunal fédéral confirme la condamnation d'une personne en vertu de l'[art. 116 al. 2 cum al. 1 let. a LETr/LEI](#) pour avoir aidé un requérant d'asile transféré en Italie à revenir en Suisse, jugeant que l'état de santé de celui-ci ne justifiait pas de considérer que l'infraction respectait la condition de la subsidiarité nécessaire à l'admission d'un état de nécessité ([art. 17 CP](#)). En sus, il rappelle que les griefs relatifs à la procédure Dublin ne peuvent faire l'objet d'un recours en matière de droit public ([art. 83 let. d ch. 1 LTF](#)) (ET). www.lawinside.ch/992/

CourEDH, 08.12.2020, Affaire M.M. c. Suisse, Requête no 59006/18

L'expulsion d'un ressortissant étranger viole-t-elle son droit à la vie privée ? (CourEDH)

L'interprétation donnée par le Tribunal fédéral à la clause de rigueur ([art. 66a al. 2 CP](#)) permet a priori d'appliquer les règles sur l'expulsion « obligatoire » des étrangers ([art. 66a CP](#)) de façon conforme à l'[art. 8 CEDH](#). En l'occurrence, avant de prononcer l'expulsion d'un ressortissant étranger ayant passé toute sa vie en Suisse en vertu de l'[art. 66a al. 1 let. h CP](#), les juridictions internes ont procédé à un examen rigoureux de la situation personnelle du ressortissant et des intérêts en jeu. Les arguments étant très solides, le ressortissant étranger ne peut se plaindre de la violation de sa vie privée telle que protégée par l'[art. 8 CEDH](#) (ET). www.lawinside.ch/1005/

Proposition de citation : QUENTIN CUENDET, Rétrospective en droit pénal 2020, www.lawinside.ch/penal20.pdf

Lien de téléchargement : www.lawinside.ch/penal20.pdf